

la Santé n'a pas de prix ?

PANSONS

le

MONDE

... Autrement !

Ensemble contre l'injustice sociale



**Solidarité
Mondiale**

799-5500000-05 • www.solmond.be

Des maladies négligées et oubliées



La **tuberculose** est une maladie bactérienne liée à des conditions de vie précaires. En raison de l'accroissement de la pauvreté, cette maladie bactérienne reprend vigueur chez nous.

Ici, la plupart des gens peuvent disposer des médicaments nécessaires à son traitement.

Mais là-bas, dans les pays en développement, l'épidémie progresse : environ 8 millions de personnes sont atteintes chaque année.

Plus de 5.000 personnes en meurent chaque jour !

Le **paludisme** (appelé aussi malaria) est une maladie causée par les piqûres de moustique.

Ici, un petit traitement à base de cachets suffit à nous en prémunir.

Mais **là-bas**, le paludisme reste une des premières causes de mortalité.

Un enfant meurt de la malaria toutes les trente secondes !

Dans le cas de **la maladie du sommeil**, l'industrie pharmaceutique avait même stoppé la production de l'éflornithine, le seul médicament qui soignait cette maladie, sous prétexte du manque de rentabilité. Seule la substance active était encore incorporée dans une crème dépilatoire. Des années d'efforts ont été nécessaires pour convaincre l'industrie pharmaceutique d'en reproduire pour soigner cette maladie mortelle.

La tuberculose ainsi que le paludisme font partie des maladies **négligées** auxquelles l'industrie pharmaceutique n'accorde pas beaucoup d'intérêt.

La maladie du sommeil, la maladie de Chagas¹ ou la leishmaniose², sont encore **plus négligées** car elles ne touchent que les pays en développement qui ne constituent pas un marché potentiel rentable pour ces industries.

En 2001, 11 millions de personnes sont mortes dans les pays en voie de développement de maladies infectieuses (principalement, maladie du sommeil, malaria, tuberculose, SIDA, ...).



¹ Infection chronique, transmise par un insecte, qui est incurable, invalidante et parfois mortelle, sévissant en Amérique Centrale et en Amérique du Sud où des millions de personnes sont infectées.

² Affection parasitaire, maladie mortelle, surtout présente au Bangladesh, Brésil, Inde, Népal et Soudan.

Quand l'argent décide des choix de la recherche !

En un quart de siècle, les progrès en matière de santé ont effectué un bond énorme !
Grâce, entre autre, à la recherche scientifique fondamentale et appliquée, l'espérance de vie augmente en moyenne de 4 mois chaque année.

En Europe ou aux Etats-Unis, nous pouvons raisonnablement espérer vivre jusque 75 ou 80 ans. Au Mali, en Côte d'Ivoire, l'espérance de vie plafonne à 45 voire 50 ans !

...Des écarts inacceptables !

Le secteur pharmaceutique prétend que la « recherche et développement » médicale coûte très cher. En 2001, sur le plan mondial, 70 milliards US\$ ont été investis, dont une majeure partie par le secteur privé.
Mais il ne nous dit pas qu'il dépense en marketing deux fois plus d'argent qu'en recherche et développement !

Afin de réaliser des profits énormes, les firmes pharmaceutiques développent la recherche sur les maladies pour lesquelles un marché potentiellement juteux existe.
Les produits cosmétiques monopolisent aujourd'hui près de 35 % des moyens affectés à la recherche médicale !
Tandis que de nombreuses maladies comme le sida, le paludisme, la tuberculose et la maladie du sommeil, ensemble, ne « bénéficient » même pas d'1 % de ce même budget !



... La recherche ? Uniquement si cela rapporte !

Comme le pouvoir d'achat des populations du sud est faible, l'industrie pharmaceutique n'investit pas dans la recherche de traitements pour ces maladies !

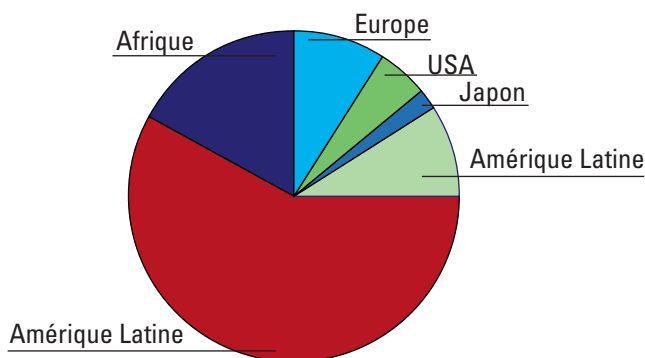
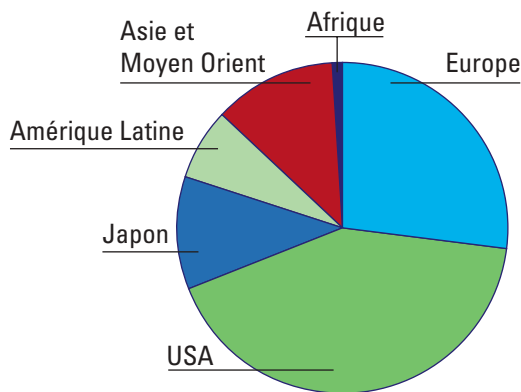
Au Bangladesh, notre partenaire, Gonoshasthaya Kendra développe un projet médical et pharmaceutique adapté aux besoins de la population



Le médicament : un bien public ? Ou une marchandise comme un autre ?

En 2002, le marché pharmaceutique mondial a représenté 406 milliards US\$. Un immense marché qui suscite bien des convoitises !

Ce marché est inégalement réparti sur les différents continents :



En comparant ces chiffres avec les populations des différents continents, on constate en fait que 16 % de la population mondiale dépensent plus de 80 % du budget des médicaments.

... Une consommation inégale !

Depuis 10 ans, les industries du secteur pharmaceutique occupent la première place au classement de la rentabilité et des bénéfices. Et depuis 4 ans, leurs profits augmentent de 18 % par an ! **Un record planétaire !**

En un an, le profit des 10 plus grandes sociétés a augmenté de 33% (de 28 à 37,3 milliards US\$).

Les industries pharmaceutiques sont 8 fois plus rentables que la moyenne des autres industries.

... Les maladies des uns soignent le porte-feuille des autres !

L'examen du prix des médicaments selon les pays réserve des surprises inattendues :

Le même médicament antirétroviral (contre le sida) coûte entre 3.000 et 4.000 US\$ en Chine et seulement 300 US\$ en Thaïlande. Le prix du médicament est fixé par les firmes pharmaceutiques, sans tenir compte du pouvoir d'achat des populations. Cela a des conséquences très graves, car, dans certains pays en voie de développement, le budget des médicaments représente jusqu'à 60 % des dépenses de santé d'un ménage. Et sans aucune sécurité sociale pour les rembourser !

... Les prix sont fixés pour maximaliser les profits !

Des brevets pour rémunérer la recherche ?

Ou pour garantir les monopoles ?

1994, Marrakech : les pays membres de l' Organisation mondiale du commerce (OMC) ont mis au point les Accords sur les Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) instaurant une protection accrue des brevets. Ils protègent depuis lors les inventeurs pour une durée de 20 ans.

Des pressions sont même exercées pour porter ce délai à **25 ans !**

Dans le monde de l'industrie pharmaceutique, cet accord vise officiellement à rentabiliser les coûts énormes de la recherche.

... Au nom du libre-échange, l'OMC instaure le protectionnisme sur le savoir !

Les conséquences sont graves :

Dorénavant, il n'est plus possible de produire un médicament ou de l'acheter à l'étranger sans avoir l'autorisation du propriétaire du brevet. Une façon comme une autre d'empêcher la production locale de médicaments et de se réserver ainsi de nouveaux marchés potentiels !

Le marché mondial est dominé par une trentaine de grandes firmes pharmaceutiques qui se créent ainsi de véritables monopoles mondiaux sur des molécules ou sur des procédés. C'est ainsi que les prix de certains traitements ont véritablement flambé pour atteindre par exemple, 12.000 US\$ pour la tri-thérapie du HIV Sida ! Alors que le même traitement peut être produit pour 400 US\$ en Inde, au Brésil ou en Afrique du Sud !

Ces brevets constituent même un obstacle au développement de nouveaux produits, car durant la durée de leur validité, ils limitent aussi l'accès aux données de recherche !

... Une entrave à la bonne santé du monde !



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a élaboré une liste modèle d'environ 300 médicaments « essentiels » : ils doivent « permettre de faire face aux besoins fondamentaux, être disponibles partout en quantité suffisante et dans des dosages appropriés ... et à un prix que les individus et la communauté sont en mesure de payer. »

Pourtant, un tiers de la population mondiale n'a pas accès à ces médicaments !

... Essentiels, pour qui ?



En Inde, au Brésil, en Thaïlande, au Kenya et en Afrique du Sud, des industries locales élaborent des processus de production de médicaments génériques, ce qui favorise à la fois le développement industriel du pays et un meilleur accès aux médicaments vendus à un prix abordable pour la population.

Ces médicaments génériques, complètement bio-équivalents aux médicaments de référence existent aussi chez nous, mais sont très mal connus par la population : ils représentent à peine 2 % des médicaments vendus en Belgique en 2001.

La prescription généralisée des médicaments sous leur dénomination commune internationale (DCI) serait un moyen efficace pour promouvoir la production et la consommation des médicaments génériques, moins cher pour la population et pour la société.

... Mettons la santé à notre générique !

En Afrique (au Burkina Faso, Congo, Burundi, ...), nos partenaires mutuellistes promeuvent la prescription et le recours aux médicaments génériques, moins chers pour la population.

La sécurité sociale, un outil efficace

pour la santé de tous !

Chez nous, 99 % de la population est couverte par l'assurance obligatoire, un système basé sur un équilibre entre l'assurance et la solidarité. Depuis près de 60 ans, ce système a fait ses preuves et a permis d'améliorer grandement l'état de santé de l'ensemble de la population.

Le financement de la sécu est assuré par des fonds publics et privés, constitué par les cotisations des travailleurs, les cotisations patronales et une dotation de l'Etat.



Aujourd'hui, ce système est menacé :

Les politiques restrictives en matière de dépenses publiques ont favorisé l'émergence d'assurances privées, basées sur l'épargne individuelle.

Dans le même temps, l'augmentation des honoraires médicaux, des prestations de soins et des examens médicaux, et des coûts des médicaments excluent de plus en plus de monde...

Les réductions successives des cotisations sociales patronales (3,66 milliards ₪ en 2002) mettent en péril l'équilibre de la sécurité sociale en fragilisant les systèmes de protection sociale et plus particulièrement, l'accès aux soins de santé pour les plus démunis.

... C'est tout l'équilibre du système qui risque de seffondrer.

La recrudescence de maladies telles que la tuberculose, une maladie liée à des conditions de vie précaires, n'est-elle pas un signe inquiétant ?

Dans les pays du Sud, les plans d'ajustements structurels imposés par la Banque mondiale et le FMI, dans le cadre de la gestion de la dette, les systèmes de santé, déjà fragiles et partiels, ont été complètement saccagés. Seule une minorité de la population a les moyens d'accéder aux soins de santé adéquats ; la majorité devant se débrouiller pour faire face aux problèmes lorsqu'ils surviennent. Un système de santé à deux vitesses s'est mis en place...

Face à la déglingue du système de santé, notre partenaire, la COLACOT, développe en Colombie des coopératives mutuellistes pour garantir la couverture en soins de santé de ses affiliés des couches populaires.



La particularité de **Solidarité Mondiale** est de mettre en relation étroite, d'échange et de partenariat, des organisations syndicales, mutuellistes, des mouvements sociaux et éducatifs du Nord et du Sud.

Avec la campagne « **La santé n'a pas de prix ? Pansons le monde ... autrement !** », nous voulons agir ensemble, au Nord et au Sud, pour combattre les mécanismes qui créent les inégalités quant à un droit fondamental : **le droit à la santé, le droit aux médicaments essentiels.**

Au Sud, nos partenaires se mobilisent

Les mouvements sociaux que nous soutenons développent des projets novateurs dans le domaine des soins de santé. Leurs initiatives sont porteuses d'espoir, de lutte acharnée au quotidien pour que la santé et les soins soient accessibles à la plus grande majorité des populations.

Solidarité Mondiale soutient ces partenaires que ce soit dans leurs revendications ou dans le développement de leur projets (production de médicaments génériques, développement de centres de santé, formation des soignants,...)

Au Nord, Solidarité Mondiale s'engage

- **En sensibilisant** le public sur les grands enjeux belges et mondiaux de la santé ;
- **En faisant pression sur** le monde politique, sur les institutions internationales et le secteur pharmaceutique pour rendre les traitements possibles et disponibles en défendant la transparence et la diminution des prix des médicaments ;
- **En revendiquant** la prescription des médicaments en D.C.I (Dénomination Commune Internationale) ;
- **Par le combat** pour l'obtention d'une modification de la réglementation des brevets ;
- **Par la création d'un fonds éthique** destiné à des projets dans le Sud.

La santé est un droit essentiel. Les médicaments peuvent sauver des millions de vie. **Ici**, nous pouvons y avoir accès assez facilement. Là-bas, pas ! Nous ne pouvons pas laisser le Sud lutter seul contre cette injustice.



**Soutenir Solidarité Mondiale, c'est
« Panser le monde ... autrement ! »
799-550000-05**

Tout don ou participation financière annuelle égal ou supérieur à 30 euros donne droit à une attestation fiscale.